

Déclaration à la presse de MM. François Hollande, Président de la République, et Werner Faymann, Chancelier fédéral de la République d'Autriche, sur les efforts en faveur de la stabilité de la Zone euro, à Paris le 9 octobre 2012.

LE PRÉSIDENT : J'ai été très heureux d'accueillir ici, le Chancelier d'Autriche, mon ami Werner. Nous avons d'abord évoqué les relations entre nos deux pays qui sont excellentes. Mais nous avons surtout parlé de l'Europe, de l'Europe telle que nous la voulons, c'est-à-dire une Europe qui donne priorité à la croissance, à la stabilité et une Europe qui soit capable de décider, notamment par rapport aux difficultés que certains pays peuvent traverser. Nous pensons à la Grèce et, d'une autre manière, à l'Espagne.

Nous avons des positions communes pour faire avancer l'union bancaire, la supervision des banques, de toutes les banques et nous pourrions déjà franchir une étape lors du prochain Conseil Européen. Nous avons également la volonté de faire mieux travailler la zone euro, d'améliorer sa gouvernance et de faire en sorte que nous puissions dégager des ressources qui nous seraient propres. Nous pourrions commencer par la taxe sur les transactions financières, puisque l'Autriche et la France font partie des pays -- au moins neuf -- qui lors du prochain Conseil européen vont confirmer leur volonté de mettre en place cette taxe sur les transactions financières.

Nous avons aussi une volonté qui est de préserver l'emploi et le pouvoir d'achat dans nos pays, malgré la crise. Nous devons imaginer des solutions nouvelles, notamment pour les jeunes, pour celles et ceux qui sortent du système scolaire sans qualification ou sans formation et que nous devons soutenir. A ce sujet, nous avons échangé un certain nombre de pratiques que nous développons dans nos pays respectifs et que nous pourrions aussi porter à l'échelle de l'Europe. Voilà, le sens de notre rencontre. Nous sommes deux responsables à la tête de nos pays qui ont, en plus, des idées qui sont proches puisque nous sommes l'un et l'autre socialiste -- social-démocrate, et cela nous oblige à être encore plus européens.

LE CHANCELIER (traduction) : Monsieur le Président, tout d'abord merci de cette réunion de travail qui a été, à la fois, très intense et très riche. Nous sommes bien sûr favorables à une évolution pacifique de l'union européenne. C'est pour cela que nous sommes unis, la France et l'Autriche, pour défendre les principes de cohésion et de solidarité dans cette époque difficile. La question n'est pas de savoir comment se débarrasser d'un membre qui pose problème mais, au contraire, de savoir comment faire preuve de solidarité, ensemble, pour défendre l'union économique et monétaire.

Il ne faut pas oublier que l'union européenne, c'est aussi l'union européenne des salariés et qu'il nous faut prendre des mesures pour faire en sorte de réduire le chômage des jeunes.

Aujourd'hui, la taxe sur les transactions financières a été adoptée. C'est un premier pas qui va dans la bonne direction et qui permettra, par la suite, d'aller plus loin. Ceux qui sont favorables à cette taxe sur les transactions financières, qui sont pour sa mise en œuvre, sont aussi partisans de réaliser les investissements nécessaires et ne veulent pas faire reposer toute la charge sur les salariés.

Donc nous avons entre les sociaux-démocrates autrichiens et la France beaucoup de points

communs et nous allons essayer de les faire avancer aux cours des mois à venir.

Vous savez l'Union européenne ne sera forte que si elle est ressentie comme telle par les Européens. Donc, je tiens à remercier le Président HOLLANDE et nous l'avons très cordialement invité à nous rendre visite en Autriche.

QUESTION : A quoi va servir l'argent de la TTF et quels sont vos projets ?

LE CHANCELIER (traduction) : Comme vous le savez, tous les pays n'ont pas adopté la TTF. Donc sur tel ou tel aspect technique de la question, c'est évidemment le pays qui a adopté la TTF qui va décider. Mais nous allons utiliser cet argent pour réaliser des investissements et aussi pour essayer d'avoir, au sein du budget de l'Union européenne, un fonds pour l'éducation qui serait proche de ce que nous avons en Autriche avec la garantie de formation qui existe pour les jeunes. Je crois en effet que la solution au problème du chômage, c'est d'être capable d'assurer une formation professionnelle aux jeunes.

LE PRESIDENT : Je n'aurais pas fait d'autre réponse. D'abord, il nous faut mettre en œuvre cette taxe. C'est une affaire de semaines puisqu'il y a le nombre de pays suffisant pour la coopération renforcée. Ensuite, c'est aux pays qui auront fait ce choix de décider ce qui peut être mené en commun à travers cette nouvelle ressource. Et il est possible qu'une partie de cette ressource reste dans le pays qui a fait ce choix, mais il est aussi nécessaire que nous mettions en commun - les pays de la coopération renforcée -- les produits de la taxe, de façon à ce que nous puissions les utiliser pour l'emploi, pour l'investissement, pour la formation et notamment pour celle des jeunes. Je me reconnais parfaitement dans la démarche du Chancelier qui serait d'avoir un fond dédié à la qualification et la formation des jeunes, notamment ceux qui n'ont pas suivi un parcours scolaire leur permettant d'avoir un emploi.

QUESTION : Avez-vous évoqué la question de l'énergie nucléaire ?

LE PRESIDENT : Werner est mon ami, il m'a parlé, mais nous sommes restés sur nos positions.

QUESTION : Pensez-vous que la Grèce va rester dans la zone euro ?

LE CHANCELIER (traduction) : Bien sûr, il faut voir si la Grèce remplit les conditions et fait les réformes nécessaires, mais je crois que le but est de conserver tous les pays au sein de l'Euro zone et je crois que si le rapport de la troïka est positif, la solidarité sera suffisamment forte pour y parvenir.

LE PRESIDENT -- Nous avons parlé de la Grèce. Il y a le rapport de la Troïka qui n'est pas encore rendu, c'est une question là-encore de jours. Nous sommes convaincus que la Grèce doit rester dans la zone euro, dès lors qu'elle remplit les conditions et qu'elle fait les efforts nécessaires, ce qui est le cas.

Je vais peut-être saisir l'occasion qui m'est donnée d'avoir sous les yeux la presse française et d'informer la presse autrichienne - mon ami Werner l'est déjà : l'Assemblée nationale vient d'approuver, à une très large majorité, le traité budgétaire européen et au-delà de ce traité, le « paquet européen » que j'avais présenté et qui permet, à la fois, d'avoir de la stabilité, de la discipline, mais aussi de la croissance.

Adoptant ce paquet-là, il a aussi été donné un accord pour la taxe sur les transactions financières. Cette majorité ample donnera à la France une capacité supplémentaire pour faire entendre sa voix. C'est-à-dire, nous permettra d'avancer sur la réorientation de l'Europe que j'ai engagée depuis mon élection.

Je veux aussi relever que la gauche, s'est réunie pour voter ce traité et qu'elle n'aurait pas eu besoin de la droite pour le faire adopter, même s'il est bon et bien que la droite, l'opposition, une large partie d'entre elle, ait également voté ce traité et donc le « paquet européen » que le Gouvernement a présenté. Je pense que c'est aussi, pour le Premier ministre, une grande satisfaction, car il est largement à l'origine de ce débat parlementaire, de la manière avec laquelle il a été conduit et également du résultat qu'il a obtenu.